

Analyse statistique et économique de la pandémie du coronavirus : conséquences et opportunités pour l'économie sénégalaise.

M. Zeynil el abdine NDONGO

Economiste-Statisticien-Financier

En décembre 2019, un virus est apparu en chine dans la ville de Wuhan dont beaucoup ignore l'origine. Certains pensent qu'il provient d'un animal et d'autres pensent que ce virus s'est échappé d'un laboratoire qui se trouve dans cette ville. Que ça soit l'un ou l'autre cette maladie est devenue très rapidement un phénomène mondial, faisant plusieurs morts et beaucoup de cas de contaminations. Aujourd'hui aucun pays, aucune personnalité, n'est épargnée, qu'il soit riche ou pauvre, puissant ou faible. Tous, sont dans le même panier de vulnérabilité face à cet ennemi invisible. Il a remis en cause toutes les théories, les écoles de pensées, les politiques économiques et sociales, les systèmes de santé qui font le monde ou nous vivons. Un monde, qui met en avant le capital, la technologie, l'exploitation massive des ressources naturelles etc. où chaque pays essaye d'augmenter sa puissance, sa domination et causant ainsi, des dégâts irréparables sur l'environnement, les relations internationales, mais aussi sur les relations interhumaines au sein des pays, augmentant ainsi, la pauvreté, les inégalités, la violence, la corruption, le chômage. Un monde, fondé sur **un jeu à somme nul** c'est-à-dire, le bonheur des uns fait le malheur des autres, où les plus forts écrasent les plus faibles. Mais aujourd'hui nous sommes tous en train d'être écrasés par un minuscule virus et nous sommes obligés de trouver **un équilibre de Nash** pour combattre cette ennemie et il se trouve que cet équilibre n'est rien d'autre que la **solidarité**. Etre solidaire et éradiquer cette pandémie, ou être égoïste et nous allons tous périr car ce virus nous montre à suffisance que nous sommes dans un village planétaire.

A l'instar de beaucoup de pays, le nôtre n'est pas épargné, nous vivons avec ce virus depuis la date du 2 mars 2020, menaçant ainsi nos vies et notre économie. Malgré que nous soyons une économie extravertie, le Plan Sénégal Emergent avait réussi de produire une croissance économique soutenue de l'ordre de 6% en moyenne sur les six dernières années. Cette croissance bien que forte et significative n'était pas trop inclusive, c'est une croissance qui ne permettait pas une réduction importante de la pauvreté et du chômage. Mais, ça reste une croissance c'est-à-dire une augmentation de la production, qui engendre une augmentation des recettes fiscales et la crédibilité du cadre macroéconomique permettant à l'Etat de s'endetter confortablement au prêt des partenaires financiers, mais aussi de redistribuer une partie de ces recettes pour soutenir les ménages vulnérables sous forme de bourses familiales. Dans tous les

cas la croissance est une bonne chose, mais la meilleure c'est celle qui crée des emplois, réduit le chômage, la pauvreté et les inégalités.

Ces six dernières années nous étions une économie en bonne santé, avec un bon cadre macroéconomique. Mais depuis le 2 mars, contaminés par le covid-19 qui la conduit aux soins intensifs mettant en péril notre perspective d'émergence. Beaucoup de moyens et de mesures ont été mises en place pour la réanimé et la maintenir en vie.

Dans cet article nous allons d'abord faire la situation sur l'évolution du covid-19 dans le pays. Ensuite montrer clairement les canaux de transmission de l'impact du covid-19 entre les différents secteurs. Et enfin, d'écrire les inconvénients et les opportunités que nous offre cette pandémie.

A- Situation sur l'évolution de la pandémie dans le pays

A-1-Situation globale

La pandémie du covid-19 s'est introduit dans notre pays depuis le deux mars 2020 et continue sa progression. Sur un échantillon de **11877, 933** sont revenus positifs soit **7,856%** et donc une hausse de **758** cas en mois d'avril. Sur les **932** cas positifs, **86** sont des cas importés, soit **9,228%**, **738** sont des cas contacts suivis par le ministère de la santé et de l'action sociale, soit **79,100%** et **109** sont des cas communautaires, soit **11,683%**. Nous notons également que parmi les cas, **334** sont guéris, soit **35,798%**, **9** sont malheureusement décédés, soit **0,965%** et une grande partie encore sous traitement, soit **64,202%**. Jusqu'à ce 23 avril le nombre de guéris était supérieure au nombre de cas sous traitement et en espace de 6 jours la vitesse de propagation du virus a pris une tournure extraordinaire et le nombre de cas sous traitement est devenu très largement supérieur. Cela peut s'expliquer en partie par la hausse de l'échantillon test par jour. En calculant le coefficient de corrélation entre le nombre de tests et le nombre de cas positifs par jour nous avons trouvé un **r=0,898**, cela signifie qu'il y'a une forte corrélation positive entre ces deux variables c'est-à-dire que le nombre de cas positifs augmente fortement avec le nombre de tests réalisés.

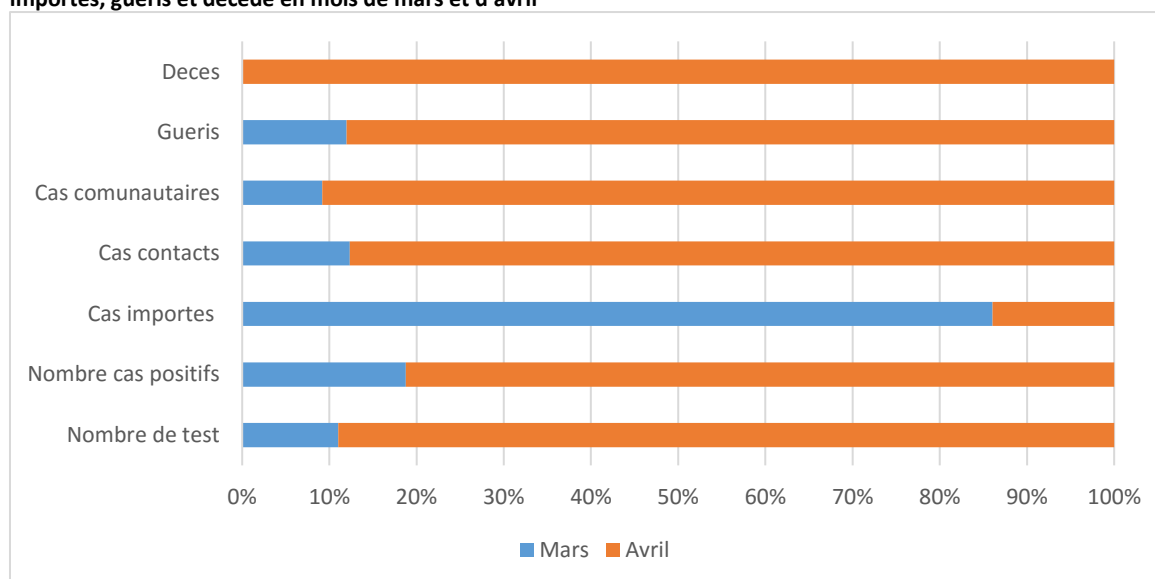
Tableau : tableau de comparaison de l'évolution du coronavirus entre le mois de mars et le mois d'avril

Désignation	Mars	Avril	tendance en nombre	% en mars	% en Avril	Tendance en pourcentage	Total	% du mois de mars sur le total	% du mois d'avril sur le total
Nombre de test	1308	10569	Hausse(+)				11877	11,013%	88,987%
Nombre cas positifs	175	758	Hausse(+)	13,379%	7,172%	Baisse(-)	933	18,757%	81,243%
Cas importes	74	12	Baisse(-)	42,286%	1,583%	Baisse(-)	86	86,047%	13,953%
Cas contacts	91	647	Hausse(+)	52,000%	85,356%	Hausse(+)	738	12,331%	87,669%
Cas communautaires	10	99	Hausse(+)	5,714%	13,061%	Hausse(+)	109	9,174%	90,826%
Guéris	40	294	Hausse(+)	22,857%	38,786%	Hausse(+)	334	11,976%	88,024%
Décès	0	9	Hausse(+)	0,000%	1,187%	Hausse(+)	9	0,000%	100,000%

Source : l'auteur à partir des données recueillies à travers les différents communiqués.

- Illustration graphique de l'évolution

Figure 1 : Histogramme d'évolution du nombre de test, nombre de cas, nombre de cas contacts, communautaires, importes, guéris et décède en mois de mars et d'avril



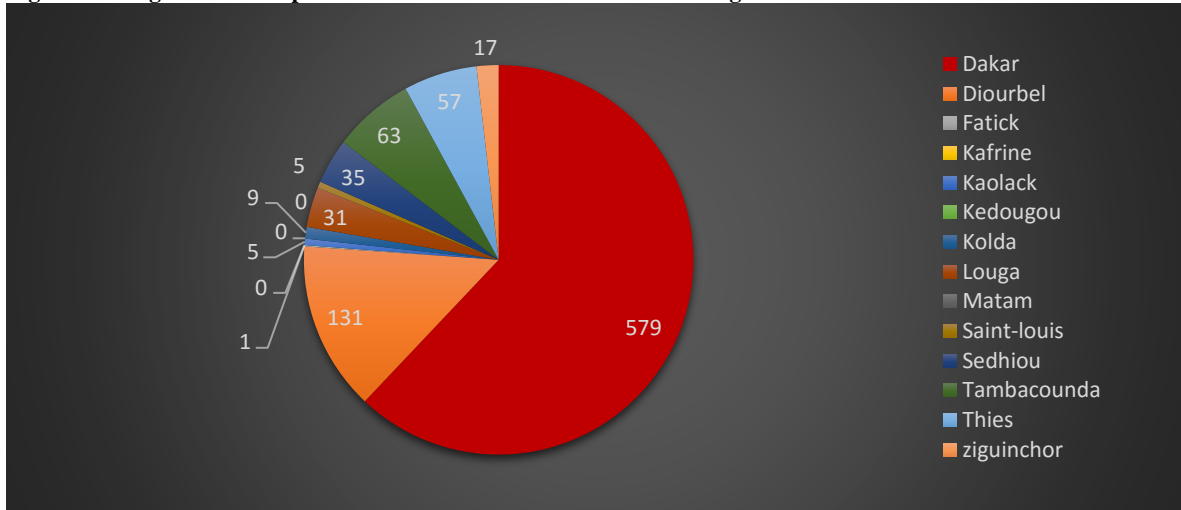
Source : l'auteur à partir des données recueillies à travers les différents communiqués.

On voit très que très clairement qu'il y'a plus de tests réalisés en mois d'avril et donc naturellement de cas. Mais si on analyse en termes de pourcentage de cas détectés et selon le nombre de test réalisé on voit une baisse en mois d'avril (13,379% en mars contre 7,172%). En d'autre terme le taux de positivité est plus faible pour le mois d'avril même si le nombre de cas à considérablement augmenté. Nous avons enregistré la totalité des décès dans ce mois et plus de guéris avec un pourcentage de 88,024% mais la progression des cas détectés est plus rapide ces derniers jours. C'est dans le mois d'avril également que nous avons enregistré plus de cas communautaires (90,826% contre 9,174% en mois de mars).

A-2-Situation selon les régions

A ce jour 11 régions sur les 14 sont touchées par la pandémie alors qu'en fin mois de mars les régions affectées n'étaient que 6 (Dakar, Diourbel, Thiès, Saint-Louis, Fatick et Ziguinchor). Ils s'y ajoutent au cours du mois d'avril 5 autres régions (Tambacounda, Louga, Kolda, Kaolack et Sedhiou).

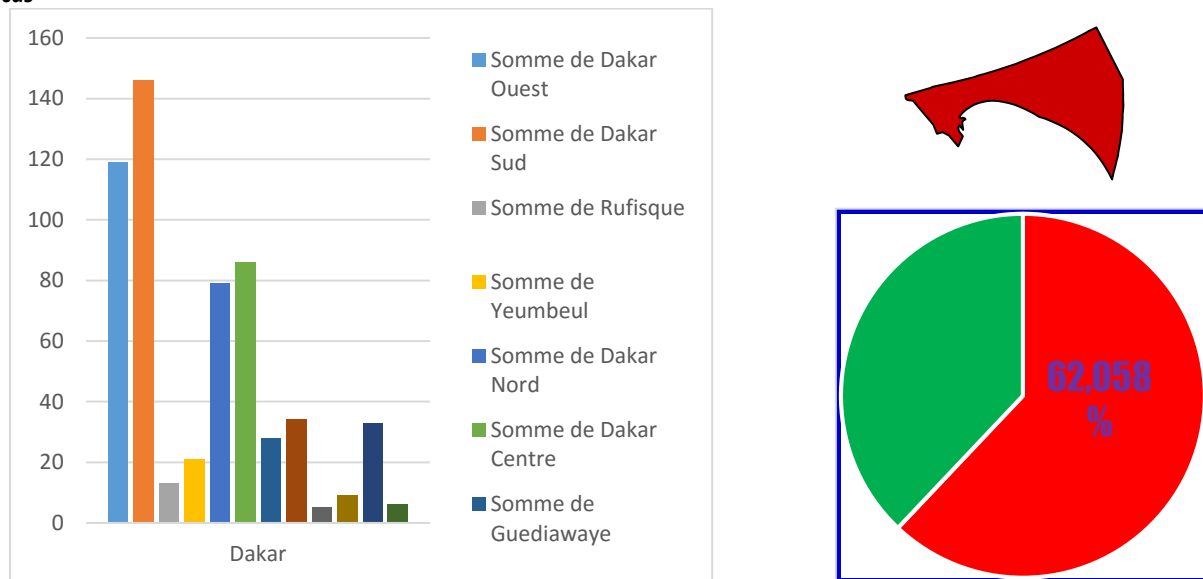
Figure 2 : Diagramme de répartition de des cas de covid 19 dans les régions.



Source : l'auteur à partir des données recueilli à travers les différentes communiquées.

- L'épicentre de la pandémie dans le pays est la région de Dakar avec **579** cas soit **62,058%** du total des cas sur l'étendue du territoire ce qui veut dire que plus de la moitié des cas se trouve dans cette région cela peut s'expliquer par le fait que cette région concentre l'essentiel de l'activité économique ce qui entraîne un important flux des biens et des personnes vecteur de propagation du virus. Les **579** cas sont repartis entre 12 localités de la région. la zone ou on dénombre plus de cas et la zone sud de la région qui était derrière Dakar Ouest en fin mars début avril. Dakar Sud compte **146** cas, soit **15,648%** des cas du pays, elle est suivie respectivement de Dakar Ouest avec **119** cas, soit **12,755%**, de Dakar Centre avec **86** cas, soit **9,218%**, de Dakar Nord avec **79** cas, soit **8,467%**, de Mbao avec **34** cas soit **3,644%**, de Pikine avec **33** cas, soit **3,537%**, de Guédiawaye avec **28** cas, soit **3,001%**, de Yeumbeul avec **21** cas, soit **2,251%**, de Rufisque avec **13** cas, soit **1,393%**, de Sangalkam avec **9** cas, soit **0,965%**, de Keur-massar avec **6** cas, soit **0,643%** et enfin de Diamniadio avec **5** cas soit **0,536%**.

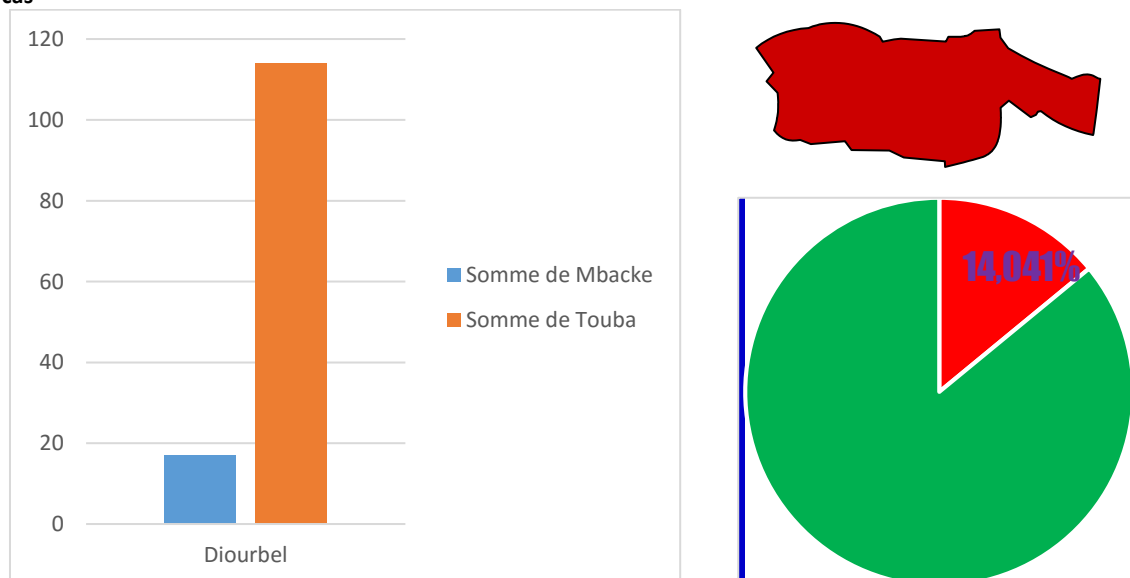
Figure 3 : Histogramme de répartition du covid 19 dans la région de Dakar, la carte de la région et le camembère des cas



Source : Auteur, à partir des données recueillies à travers les différents communiqués.

-Le deuxième foyer de la pandémie est la région de Diourbel dont la progression du virus était stable fin mars jusqu'à mi Avril mais a connu ces derniers jours un rebond très inquiétant. On compte dans cette région **131** cas, soit **14,041%** des cas que compte le pays. Ces cas sont repartis dans deux villes Touba et Mbacké. La ville de Touba compte **114** cas, soit **12,219%** et celle de Mbacké enregistre **17** cas, soit **1,822%**. La ville de Touba est une ville religieuse, commerciale et très peuplée, cela peut expliquer en partie la propagation très rapide du virus. C'est une ville qui regorge beaucoup de commerçants qui opèrent un peu partout dans le pays ce qui explique la recrudescence de ces cas communautaires.

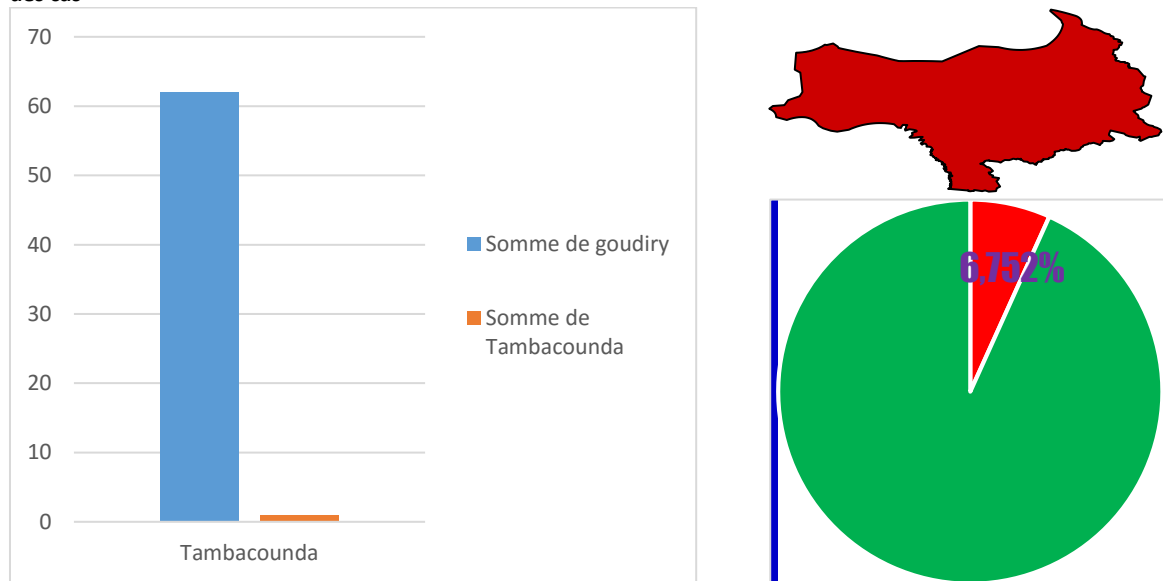
Figure 4 : Histogramme de répartition du covid 19 dans la région de Diourbel, la carte de la région et le camembère des cas



Source : Auteur, à partir des données recueillies à travers les différents communiqués.

-la troisième région la plus affectée est la région de Tambacounda qui était une région épargnée tout au long du mois de mars et qui dépasse légèrement la région de Thiès qui était le deuxième foyer de l'épidémie avec une égalité parfaite avec la région de Diourbel en fin mars. La région de Tambacounda compte **63** cas, soit **6,752%** des cas du pays, repartis entre Tamba et Goudiry. Goudiry compte **62** cas presque la totalité, soit **6,645%**, alors que Tambacounda n'a enregistré que 1 seul cas, soit **0,107%**. Cette accélération de la pandémie dans la région est inquiétante et sa frontière avec la guinée pose problème récemment ils ont enregistré un cas importé.

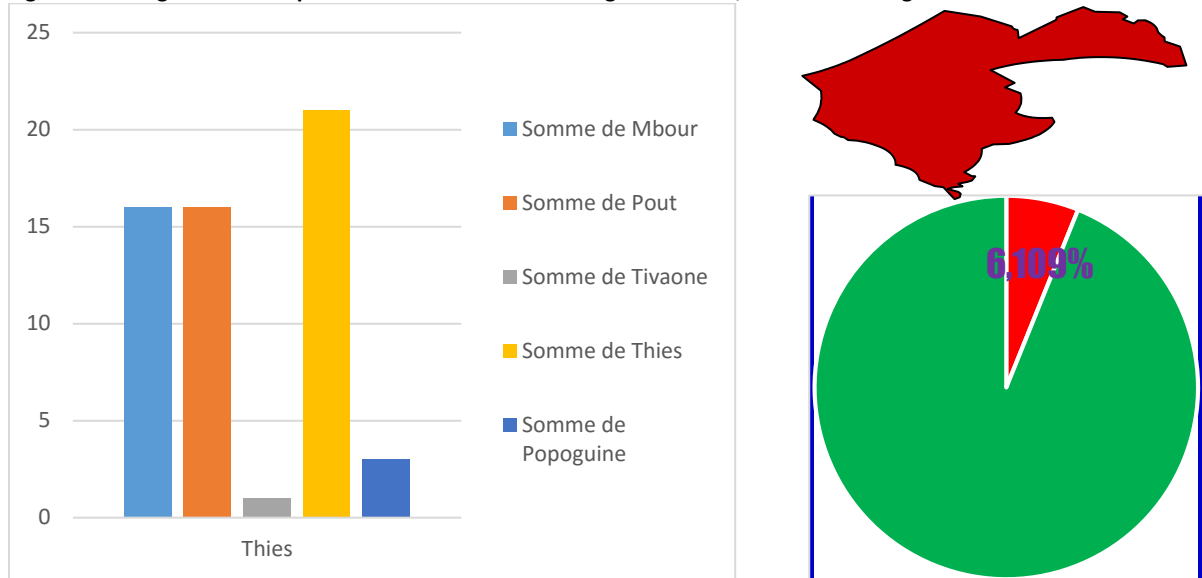
Figure 5 : Histogramme de répartition du covid 19 dans la région de Tambacounda, la carte de la région et le camembère des cas



Source : Auteur, à partir des données recueillies à travers les différents communiqués.

- Le quatrième foyer de la pandémie est la région de Thiès avec **57** cas, soit **6,109%** repartis entre 5 villes (Thiès, Mbour, Pout et Popoguine et Tivaone). On enregistre respectivement **21** cas à Thiès soit **2,251%** des cas que compte le pays, **16** cas à Mbour, soit **1,175%**, **16** cas Pout soit **1,175%** et **3** à Popoguine, soit **0,322%** et Tivaone **1** cas, soit **0,107%**. Ce dernier n'a pas enregistré de nouveau cas tout au long du mois mars, l'épidémie semble être maîtrisée dans cette partie de la région. C'est l'une des régions les plus peuplée mais également qui concentre beaucoup d'activités économiques (l'industrie, le tourisme, une administration dynamique etc.) qui sont des vecteur de propagation du virus.

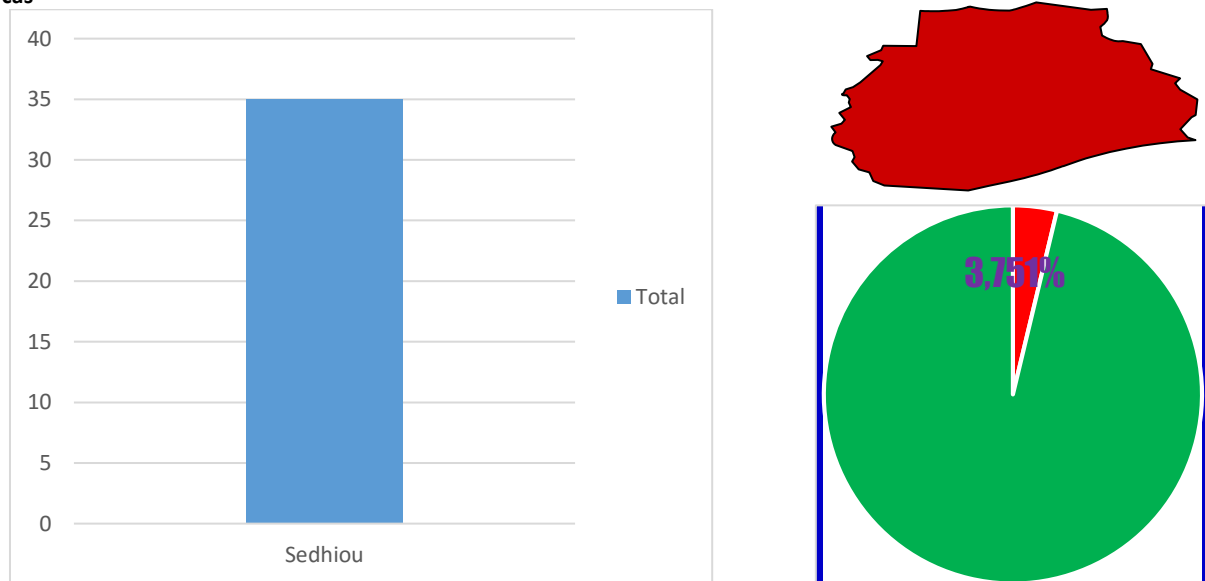
Figure 6 : Histogramme de répartition du covid 19 dans la région de Thiès, la carte de la région et le camembère des cas



Source : Auteur, à partir des données recueillies à travers les différents communiqués.

- la cinquième la plus touchée et la région de Sedhiou qui a récemment enregistré son premier cas. Elle compte **35 cas** soit **3,751%**. Cette progression rapide est issue d'un cas communautaire qui a contaminé 25 personnes. Ce qui illustre la gravité des cas communautaires.

Figure 7 : Histogramme de répartition du covid 19 dans la région de Sedhiou, la carte de la région et le camembère des cas

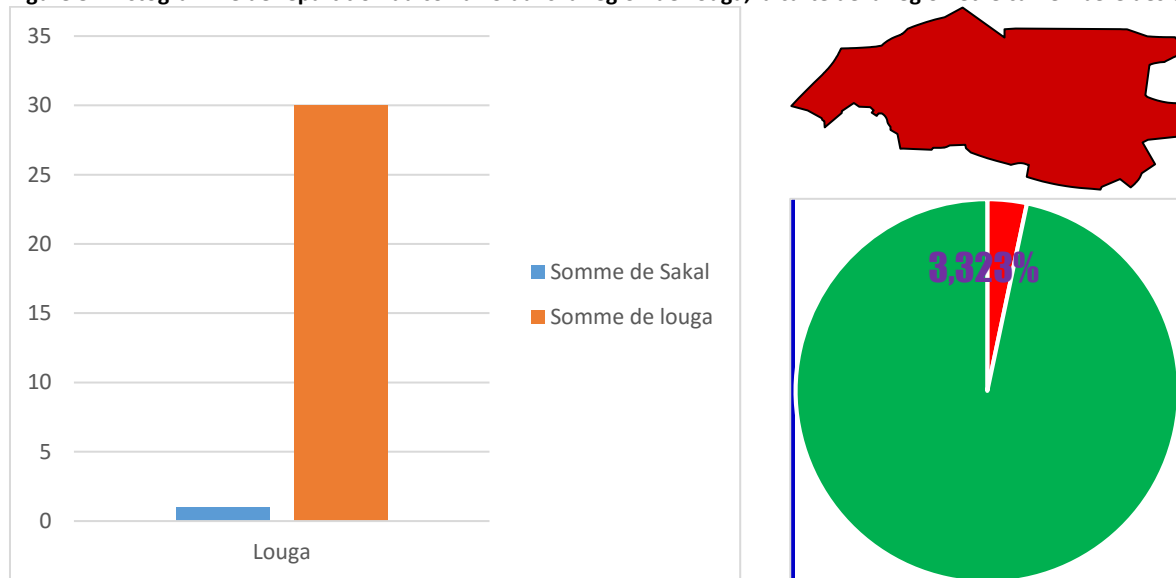


Source : Auteur, à partir des données recueillies à travers les différents communiqués.

- Le sixième foyer de l'épidémie est la région de Louga avec **31**, soit **3,323%** cas répartie entre Louga et Sakal. La majorité des cas se concentre à Louga avec **30 cas**, soit **3,215%**, alors que Sakal n'a enregistré qu'un seul cas soit **0,107%**. C'est la région où l'incidence de la pauvreté est la plus faible après la région de Dakar (Mémoire zeynil sur les déterminants de la pauvreté monétaire du Sénégal) grâce au transfert des migrants et cette pandémie risque de toucher

considérablement cette région avec la diminution des transferts parce que la majorité des pays sont confinés et le fait que cette région soit touchée encore de l'intérieur risque de mettre les populations en difficultés. La progression de la pandémie est stable ces derniers jours. Le fait qu'elle soit le cinquième peut être expliqué par sa proximité avec la région de Diourbel et de Thiès.

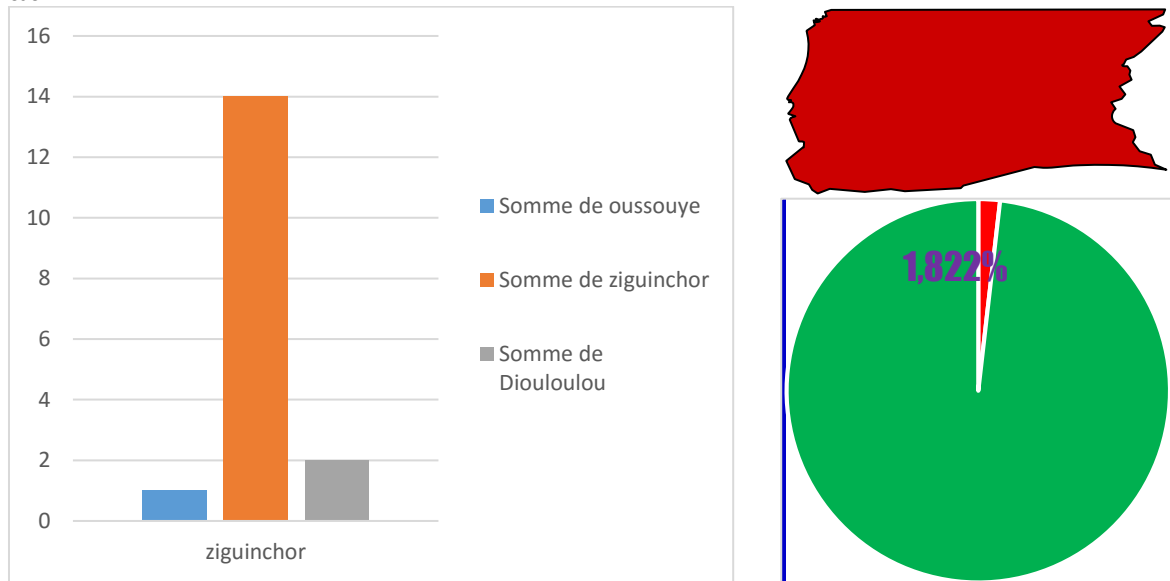
Figure 8 : Histogramme de répartition du covid 19 dans la région de Louga, la carte de la région et le camembère des cas



Source : Auteur, à partir des données recueillies à travers les différents communiqués.

- La septième région la plus touchée est la région de Ziguinchor qui compte 17 cas de coronavirus soit 1,822% des cas que compte le territoire nationale repartis entre trois départements (Ziguinchor, Oussouye et Diouloulou). La majorité des cas est recensée à Ziguinchor qui compte 14 cas, soit 1,501%, alors qu'on compte respectivement 2 cas à Diouloulou et 1 à Oussouye soit 0,214% et 0,107%. Dans cette région les cas progressent mais très lentement ce qui est une bonne chose. La fermeture des frontières à joué un rôle très important dans cette région qui est une ville touristique par excellence.

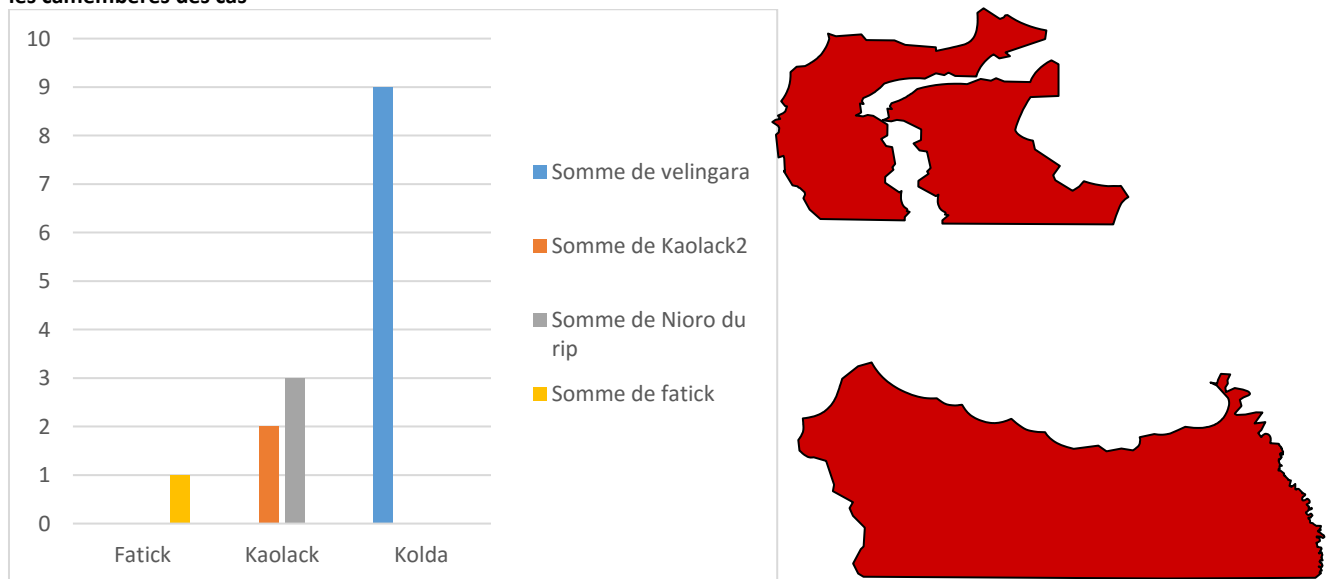
Figure 9 : Histogramme de répartition du covid 19 dans la région de Ziguinchor, la carte de la région et le camembère des cas

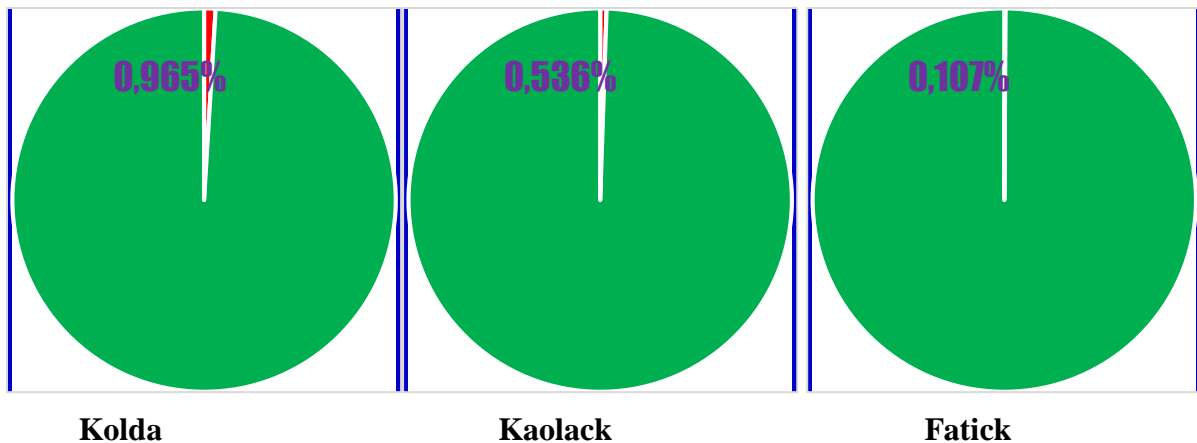


Source : Auteur, à partir des données recueillies à travers les différents communiqués.

- Les **20** cas restant, soit **2,144%** sont partagés entre les régions les moins touchées par la pandémie. Il s'agit respectivement de la région de Kolda principalement à Vélingara **9** cas soit **0,965%** des cas du pays, de la région de Saint-Louis et de Kaolack qui enregistre le même nombre de cas **5**, soit **0,536%** chacune et la région de Fatick qui compte un seul cas soit **0,107%**. Notons que la situation dans la région de Fatick est stable, aucun cas enregistré depuis fin mars. Ce qui indique qu'il y'a une bonne gestion de l'épidémie au sein de cette région.

Figure 10 : Histogramme de répartition du covid 19 dans les régions de Kolda, Kaolack et Fatick les cartes des régions et les camembères des cas





Source : Auteur, à partir des données recueillies à travers les différents communiqués.

- Les trois autres régions du pays sont jusque-là épargnées mais doivent renforcer de vigilance en respectant les gestes barrières, mais aussi et surtout en luttant contre les voyages clandestins des personnes venant des autres régions. Il s'agit de la région de Matam, Kédougou et Kafrine.

A-3-Interpretations et recommandations

Les résultats montrent qu'il y a une progression très rapide du virus dans le pays, le nombre de cas a considérablement augmenté entre les deux mois passant de 175 à 933 cas. Mais s'explique par la hausse des tests réalisés durant cette période passant de 1308 à 11887 tests. Nous remarquons et c'est important de noter et que le taux de positivité est plus faible en mois d'avril (c'est-à-dire le nombre de cas positif sur le nombre de test réalisés). Ces résultats montrent que l'Etat doit encore faire plus d'effort en faisant plus de tests pour détecter très rapidement les personnes porteuses du virus afin de maîtriser la situation.

L'autre remarque importante est que les résultats décèlent et que les mesures prises par le chef de l'Etat notamment l'Etat d'urgence et le couvre-feu n'ont eu aucun effet sur la propagation du virus. L'interdiction de la circulation interurbaine n'a pas empêché la contamination de 5 nouvelles régions ce qui est très déplorable. Le gouvernement doit sérieusement évaluer ces mesures et prendre les dispositions qu'il faut pour régler ces défaillances. Et pour cela ils peuvent :

- Renforcer les dispositifs de contrôle et fouiller tous les véhicules sans exceptions (ambulance, marchandises, corbillards etc.) parce que beaucoup de personnes voyagent à travers ces véhicules.
- Limiter très rigoureusement les autorisations de sorties même pour les personnalités politiques.

- Installer des cellules d'alertes en impliquant les populations pour que toute personne qui vient d'une région à une autre soit dénoncée, mise en quarantaine puis sanctionnée sévèrement par la loi.

Pour ce qui est de la propagation à l'intérieure des régions, les statistiques montrent que le virus se propage très rapidement à Dakar, Diourbel, Tambacounda, Thiès, Sedhiou, Louga et Ziguinchor et très modestement dans la région de Kolda, Kaolack, Saint-Louis et Fatick. Et l'Etat doit prendre des mesures strictes pour limiter la propagation à l'intérieure de ces régions. L'aide alimentaire aux ménages vulnérables doit avoir un effet sur la lutte contre le covid-19, elle doit pouvoir permettre de confiné totalement les régions les plus touchées ne se reste que pour 14 jours pour maitriser la situation et stopper les contaminations à l'échelle communautaire. Gagner la guerre nécessite toujours des sacrifices surtout face à un ennemi invisible. Nous devons gagner très rapidement ce combat et renouer avec notre vie quotidienne et nos activités pour relancer notre économie. Mais avec cette allure si rien n'est fait, tous les efforts fournis par nos vaillants personnels médicaux et le gouvernement risquent d'être réduit au néant. Demandons-nous jusqu'à quand les 200 milliards pourront garantir l'emploi aux travailleurs, la vie de certaines entreprises et des PME, PMI etc. ?, jusqu'à quand les 69 milliards vont continuer à nourrir les sénégalais ? Jusqu'à quand l'Etat va payer les factures d'eaux et d'électricités avec la diminution des recettes fiscales ? Etc. etc.

Compte tenu de la durée de vie indéterminée de la pandémie avec nos ressources limitées de l'Etat chacun de nous doit faire un effort pour éviter une catastrophe. Le mieux c'est de prendre des mesures sérieuses bien que difficile pour le peuple pour éviter que la pandémie perdure. Car si tel est le cas l'enveloppe allouée aux entreprises ne suffira plus, le licenciement en masse des salariés sera inévitable, l'épuisement des denrées distribuées aux ménages les plus pauvres conduira a la famine.

B- Les canaux de transmission de l'impact du covid-19 entre les différents

L'économie est composée de 4 secteurs essentiellement : le secteur réel (l'ensemble de l'économie), le secteur administration publique, le secteur monétaire, et le secteur extérieur (reste du monde).

Le secteur réel désigne l'activité économique locale et concrète pour les habitants, les citoyens, les ménages, les entreprises et des collectivités qui produisent où consomme des biens et services. Le secteur extérieur est caractérisé par nos échanges avec le reste du monde qui est apprécié par la différence entre les exportations et les importations, on le désigne par le solde de la balance commerciale. Le secteur administration publique est le secteur responsable des

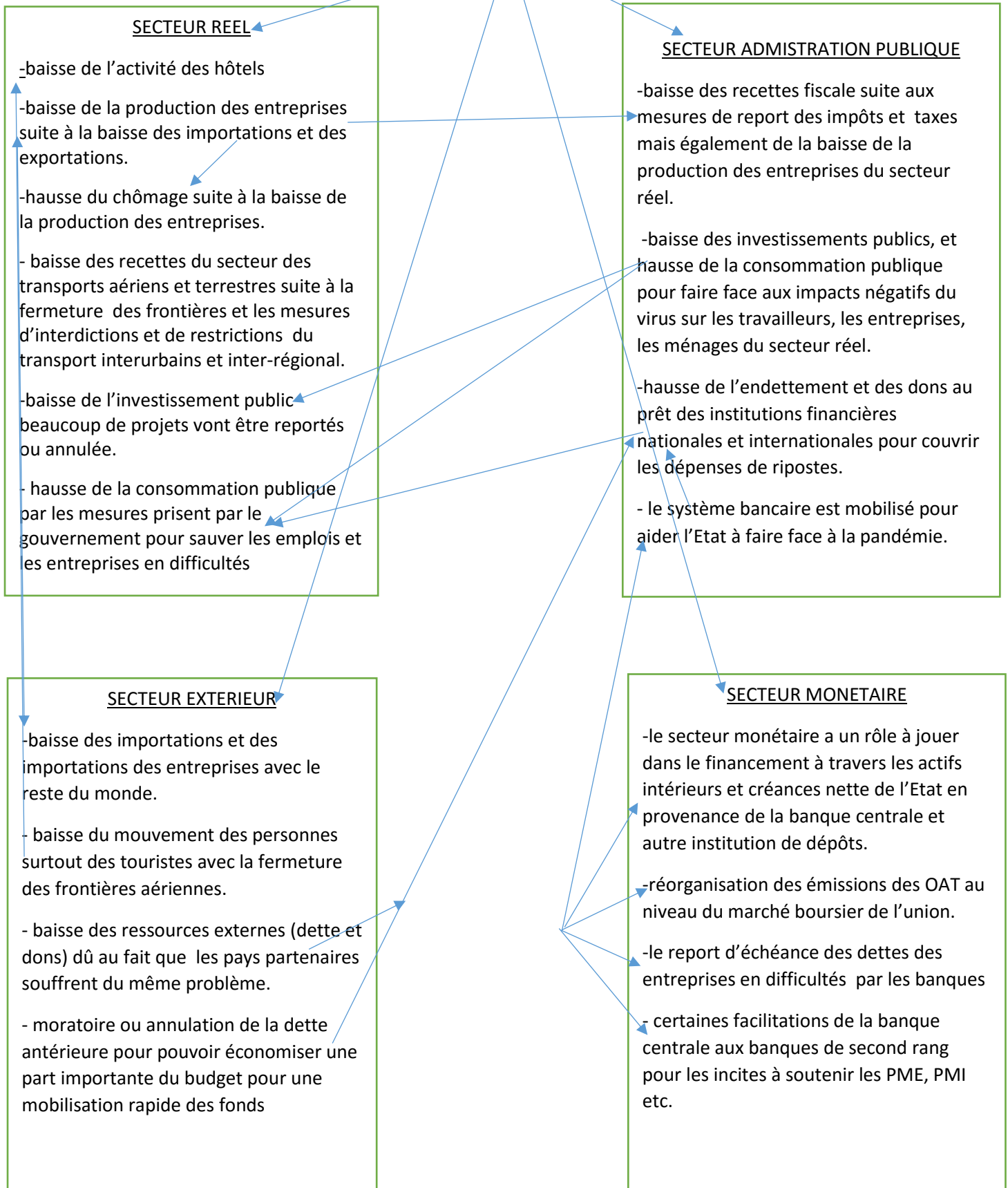
politiques publiques. Ce secteur est animé par l'Etat, les collectivités territoriales etc. la majeure partie de leurs ressources proviennent des ressources publiques. Et enfin le secteur monétaire où s'effectue les différentes opérations entre les entreprises financières et les autres institutions. Pour comprendre l'impact du coronavirus sur l'économie il est important d'analyser ces différents secteurs et leurs interrelations.

- Le secteur réel qui désigne l'ensemble de l'économie (les ménages, les entreprises de production etc.), a subi de plein fouet les conséquences du covid-19, et beaucoup d'entreprises pour ne pas dire tous souffrent notamment l'hôtellerie, les transports aériens et terrestres, le commerce, l'informel, les institutions de formations professionnelles privées, les entreprises exportatrices et importatrices de produit. Cette situation entraîne la baisse de la production des entreprises, et par conséquent, une baisse de la demande d'emploi, ce qui peut entraîner des licenciements de masse d'où la mesure prise par le gouvernement, d'accorder des subventions d'équilibres pour sauver les emplois et protéger les travailleurs.
- Le secteur réel étant en relation avec le secteur administration publique par le biais de la consommation est de l'investissement public. Le covid-19 entrainera une baisse des investissements publics suite à la baisse des recettes fiscales collectées au niveau des secteurs réel, mais également de la suspension de certains projets pour reverser les fonds économisés dans la riposte. De l'autre côté, la consommation publique va augmenter considérablement avec les mesures mis en place par le gouvernement, concernant la distribution de vivres aux ménages vulnérables, paiement dû aux fournisseurs de l'Etat, subventions d'équilibres aux entreprises impactées, paiement des factures d'électricités et d'eau, alors que le budget de fonctionnement habituel ne change pas. Donc, on voit nettement que les charges deviennent plus lourdes pour le secteur administration public pour sauver le secteur réel en évitant les pertes d'emplois, la famine et l'effondrement du système productif car susceptible d'engendrer plus de dégâts que le covid-19.
- Nous avons souligné que l'Etat est obligé de mettre l'économie sous perfusion, mais où va-t-il tiré tout cet argent ? l'interrelation entre le secteur public et le secteur extérieur fait que, l'Etat fait recourt aux financements extérieurs (dons, dettes etc.) pour alimenter le fond force covid-19. La dette publique bien que nécessaire pose aujourd'hui débat, un débat problématique sur nos perspectives de développement. Pour un nouveau départ il faut nécessairement une annulation de la dette, ainsi que les intérêts qu'ils engendrent. Sinon, nous allons fonctionner comme le système des frères **Ponzi**, c'est-à-dire emprunté pour payer des dettes antérieures et de façon récurrente. Ce système qui est

un cercle vicieux de la dette est une source de pression sur notre économie et nos institutions par des forces extérieures. Dans le financement de l'Etat, le secteur monétaire y joue un rôle déterminant à travers les actifs extérieurs net et créance nette de l'Etat en provenance de la banque centrale et des autres institutions de dépôts c'est-à-dire le système bancaire de l'administration publique. Face à la pandémie du covid-19 beaucoup de pays ont fait recours à l'émission des OAT (Obligation Assimilable du Trésor). Et pour ce qui est de l'UEMOA, la BCEAO à travers l'agence UMOA-titres à opter pour une réorganisation des émissions de titres pour permettre aux Etats de mobiliser très rapidement des fonds pour faire face convenablement à la crise. Dans cette situation, la politique monétaire est un bon instrument. Mais, malheureusement la politique monétaire dans un régime de change fixe est inefficace face aux chocs exogènes. Dans tous les cas la BCEAO devrait à mon avis libérer une partie conséquente de ces réserves pour soutenir les Etats membres et injecter des liquidités en soutenant directement les entreprises et les particuliers. Le mécanisme de l'augmentation de la masse monétaire par la diminution du taux directeur est une bonne chose mais si les banques continuent à être sur-liquide et averse aux risques ça n'aura aucun effet sur l'économie il faut que les banques accordent des crédits aux PME, PMI etc. et reportent les échéances pour ceux qui en ont besoin.

L'interrelation avec les secteurs fait que le choc du covid-19 se fait sentir à plusieurs niveaux. La solidarité entre les secteurs et entre les personnes est une condition nécessaire pour vaincre cette épidémie et relancer l'économie. Nous avons mis en place un plan avec un fond de résistance pour une durée bien déterminée, afin de combattre un virus dont la durée de circulation est indéterminée. Pour ne pas tomber dans une situation inattendue nous devons faire face, tous ensemble pour que ce cauchemar se termine le plus rapidement possible. En renforçant notre système de santé par des tests plus conséquents, et une prise en charge plus efficace, grâce à la mise en place des équipements nécessaires dans toutes les régions.

L'impact du covid-19 dans les secteurs



C- Les inconvénients et les opportunités du Covid-19 sur l'économie sénégalaise

-Les inconvénients du coronavirus sur notre économie sont énormes. Nous avons un pays dont l'architecture du tissu économique montre une certaine concentration de toutes les activités économiques essentielles dans une seule région (l'administration centrale, les grandes entreprises, un grand nombre d'activités informelles etc.). Cette situation rend notre vulnérabilité plus accrue. Les mesures prises par le gouvernement (le couvre-feu et l'Etat réduit), réduisent considérablement la production des entreprises, des industries etc. le secteur du transport, l'hôtellerie, les activités informelles souffrent de cette crise. Et dans ce contexte de la baisse de la productivité dans tous les secteurs qui font notre économie entraîne des pertes probables d'emplois et donc une augmentation du chômage et de la pauvreté. Mais aussi une baisse de la production des entreprises réduit les marges de manœuvres de l'Etat à travers la baisse des recettes fiscales. Cette pandémie n'affecte pas seulement les entreprises et les travailleurs mais aussi cette grande majorité de la population qui dépend des transferts des émigrés qui sont dans une situation très difficile.

Cette crise si elle dure, entrainera certainement plus de chômeurs, plus de PME, PMI en situation de faillite, plus de ménages pauvres et une relance difficile ou quasi-impossible de notre économie.

-Tout n'est pas inconvénient dans cette crise, bien que difficile, elle nous rappelle nos priorités et nos devoirs. Elle nous donne l'opportunité de nous réconcilier avec notre économie, notre peuple en mettant en valeur nos potentialités. Cette pandémie nous montre que nous sommes un Etat souverain de par les institutions, mais un Etat dépendant de par notre économie. Dans l'ordre normal des choses nous ne devons pas importer du riz, car nous avons tout ce qu'il faut pour une agriculture plus efficace, plus moderne et plus productive. Tout est réuni pour l'autosuffisance en produit agricole sauf une volonté politique ferme. Nous avons les terres, l'eau, les phosphates et une population jeune et au sortir de cette crise nous devons pouvoir mettre en valeur ces potentialités. L'autre opportunité que nous devons saisir c'est la mise en valeur de nos talents qui se sont révélés au cours de cette crise. Il s'agit de nos médecins, de nos chercheurs, de nos ingénieurs, etc., afin d'inciter l'innovation et la recherche développement qui sont la base de toute croissance durable, inclusive et forte. Le covid-19, nous rappelle l'impérieuse nécessité d'investir dans la recherche, la santé, l'agriculture, le social etc. Il enseigne également à ceux qui s'adonnent à l'activité informelle, qu'il est nécessaire d'être en norme pour que en cas de situation pareil que l'Etat puisse les assister. Une économie sérieuse ne se base pas sur l'informel et malheureusement c'est le cas de notre pays. Maintenant il faut que au sortir de cette crise que l'Etat étudie pourquoi la réticence de certains pour la

formalisation de leurs activités et trouver rapidement des solutions pour bâtir une économie plus solide et plus résistant.

Tout n'est pas négatif, nous devons apprendre car c'est une opportunité. D'ici quelques années nous deviendrons un pays producteur de pétrole, il y'a un espoir. Mais cette crise nous alerte également et c'est une bonne chose, qu'un pays ne peut fonder une bonne politique de développement sur la vente des matières premières brutes. Le baril de pétrole a connu une baisse extraordinaire et les pays exportateurs de pétrole vont subir les conséquences on peut citer le cas du Nigeria par exemple. Nous devons apprendre, pour que ces rentes futures puissent servir à bâtir des industries de transformation de nos produits agricoles et d'autres industries (le textile, le ciment, automobile, etc.), afin d'être autonome et économiquement libre et prospère. Mais si nous suivons l'exemple de beaucoup de pays africains, cette ressource engendra le **mal hollandais**, entraînant ainsi, une instabilité macroéconomique avec une amélioration de notre vulnérabilité aux chocs exogènes.

Respectons les gestes barrières, restons chez nous et sauvons des vies pour accueillir ce nouvel ordre mondial ou l'Afrique sera au rendez-vous de la science, de la technologie et de la prospérité dans la solidarité et le partage.

RESTEZ CHEZ VOUS !

